



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 59.460/2
du 20 juin 2016

advies 59.460/2
van 20 juni 2016

sur

over

une proposition de loi
‘modifiant la loi du
8 août 1997 sur les faillites et
introduisant le Registre Central
de la Solvabilité’ (*Doc. parl.*,
Chambre, 2015-2016,
n° 54-1779/001)

een wetsvoorstel ‘tot wijziging
van de faillissementswet van
8 augustus 1997 en tot
invoering van het Centraal
Register Solvabiliteit’
(*Parl.St.*, Kamer, 2015-2016,
nr. 54-1779/001)

Le 23 mai 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai trente jours, sur une proposition de loi 'modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites et introduisant le Registre Central de la Solvabilité' (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 54-1779/001).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre le 20 juin 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 juin 2016.

*

Op 23 mei 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997 en tot invoering van het Centraal Register Solvabiliteit' (*Parl.St.*, Kamer, 2015-2016, nr. 54-1779/001).

Het voorstel is door de tweede kamer onderzocht op 20 juni 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 juni 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Il résulte des développements de la proposition de loi à l'examen que le registre central de la solvabilité qu'elle crée doit avoir pour fonction de « centralise[r] » l'ensemble des documents et données pertinents qui sont relatifs à la procédure de faillite.

Ce registre serait tenu par l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et l'Orde van Vlaamse Balies, désignés comme en étant « le gestionnaire ».

Le dispositif ne reflète toutefois pas clairement cette intention.

L'article 39 proposé de la loi du 8 août 1997 'sur les faillites' paraît en effet maintenir l'exigence de la tenue d'un dossier physique auprès du curateur ou des curateurs, qui se distingue du registre.

En ce sens, l'article 5/3 proposé énumère strictement les personnes qui ont accès aux données et précise qu'elles n'ont accès qu'aux données qui leur sont pertinentes, le Roi pouvant ouvrir ces consultations à d'autres catégories de personnes, alors que l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, tel que modifié par la proposition, donne le droit à « tout intéressé » de prendre connaissance du dossier. En outre, c'est « via le curateur » que l'accès au dossier est réglé par l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, proposé, alors que, d'après l'article 5/3 proposé, c'est auprès du gestionnaire du registre que la demande d'accès doit être formulée.

Enfin, l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, proposé permet une prise de connaissance gratuite du dossier, alors qu'aux termes de l'article 5/6, § 1^{er}, proposé, « la prise de connaissance du dossier de la faillite donn[e] lieu à une rétribution ».

La proposition sera revue de manière à en clarifier le dispositif conformément à l'intention exprimée.

Dans la suite de l'avis, le Conseil d'État part de l'hypothèse selon laquelle la proposition doit être lue conformément à cette intention.

2. L'article 62, alinéas 3 et 4, proposé est rédigé comme suit :

« L'obligation de dépôt de pièces dans le registre ne s'applique pas aux personnes physiques ou aux personnes morales qui sont établies à l'étranger, à moins qu'elles ne soient représentées par un tiers qui fournit l'assistance judiciaire à titre professionnel.

La partie qui n'est pas obligée de déposer et qui ne procède pas au dépôt par voie électronique, doit déposer auprès du curateur les pièces visées à l'alinéa 1^{er}. Le curateur délivre un récépissé, convertit sous format électronique les pièces reçues et les déclare conformes ».

L'alinéa 3 proposé soulève une difficulté d'interprétation en ce que sa rédaction ne permet pas de déterminer avec certitude si, sous réserve de ce qu'exprime la fin de l'alinéa 3, toutes les personnes physiques sont dispensées de l'obligation de déposer les pièces dans le registre ou si, sous la même réserve, cette dispense ne s'applique qu'aux personnes physiques établies à l'étranger. Cette ambiguïté doit être levée.

Dans l'hypothèse où le texte proposé devrait être interprété comme ne dispensant de l'obligation de « déposer dans le registre la déclaration de créances avec leurs titres » que les personnes, physiques ou morales, établies à l'étranger, la disposition appellerait l'observation suivante en ce qui concerne les personnes physiques qui seraient « établies » en Belgique.

Ces dernières ne pourraient en effet faire valoir personnellement leurs créances que si elles disposent de moyens informatiques leur permettant de déposer dans le registre la déclaration de leurs créances.

Or, dans son arrêt n° 106/2004 du 16 juin 2004 à propos de la suppression de la version papier du *Moniteur belge*, la Cour constitutionnelle a constaté que

« Les dispositions attaquées ne créent par elles-mêmes aucune différence de traitement puisque toutes les personnes auxquelles s'appliquent les actes législatifs et administratifs peuvent en prendre connaissance de la même manière ».

Elle n'a toutefois pas arrêté là son contrôle mais a constaté au contraire que

« [...] ce qui est reproché à ces dispositions est, précisément, de n'avoir pas tenu compte de ce que chacun n'a pas un accès égal aux techniques informatiques. Or, le principe d'égalité et de non-discrimination peut être violé lorsque le législateur traite de la même manière des personnes qui se trouvent dans des situations essentiellement différentes »¹.

Prenant précisément en compte la « fracture numérique » au sein de la société, la Cour a considéré que cette mesure uniforme avait des effets disproportionnés au détriment de certaines catégories de personnes :

« [...] du fait des dispositions entreprises, un nombre important de personnes se verront privées de l'accès effectif aux textes officiels, en particulier par l'absence de mesures d'accompagnement qui leur donneraient la possibilité de consulter ces textes, alors qu'elles avaient la possibilité, antérieurement, de prendre connaissance du contenu du *Moniteur belge* sans devoir disposer d'un matériel particulier et sans avoir d'autre qualification que de savoir lire »².

¹ C.C., 16 juin 2004, n° 106/2004, B.14.

² *Ibid.*, B.21.

De même, l'absence de mesures d'accompagnement donnant aux personnes physiques établies en Belgique n'ayant pas un accès aux techniques informatiques les mêmes possibilités de faire valoir leurs créances que celles qui ont accès à ces techniques ou qui sont établies à l'étranger crée une discrimination au détriment des premières³.

Le texte sera revu de manière à indiquer plus clairement que les personnes physiques établies en Belgique disposent, comme celles établies à l'étranger, de la possibilité de déposer leur déclaration de créance avec leurs titres auprès du curateur⁴.

3. Le registre central de la solvabilité serait, selon l'article 5/1 proposé, une base de données informatique. En vertu de l'article 5/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, proposé, le gestionnaire de cette banque de données serait l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'Orde van Vlaamse Balies agissant conjointement.

Les articles 488 à 505 du Code judiciaire créent les deux ordres des barreaux, constituent leurs organes, déterminent leurs compétences et leur fonctionnement. Ils n'envisagent toutefois nullement une action conjointe de ces deux ordres.

Ainsi, l'article 495 du Code judiciaire dispose :

« L'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et l'Orde van Vlaamse Balies ont, chacune en ce qui concerne les barreaux qui en font partie, pour mission de veiller à l'honneur, aux droits et aux intérêts professionnels communs de leurs membres et sont compétentes en ce qui concerne l'aide juridique, le stage, la formation professionnelle des avocats-stagiaires et la formation de tous les avocats appartenant aux barreaux qui en font partie.

Elles prennent les initiatives et les mesures utiles en matière de formation, de règles disciplinaires et de loyauté professionnelle, ainsi que pour la défense des intérêts de l'avocat et du justiciable.

Chacune d'elles peut faire, en ces matières, des propositions aux autorités compétentes ».

L'article 496 du même Code dispose :

« L'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et l'Orde van Vlaamse Balies arrêtent des règlements appropriés en ce qui concerne les compétences visées à l'article 495.

Elles fixent, pour les relations entre les membres des différents barreaux qui en font partie, les règles et usages de la profession d'avocat et les unifient. À cette fin, elles arrêtent des règlements appropriés ».

Le Conseil d'État n'aperçoit pas comment, ainsi organisés, ces Ordres pourraient gérer conjointement une banque de données informatisée.

³ Voir en ce sens, *mutadis mutandis*, l'observation générale portant les n^{os} I.9 et I.10, formulée par la section de législation du Conseil d'État sous les articles 7 à 17, 126, 127 et 130 du chapitre 6 de l'avant projet de loi 'relatif à l'internement et à diverses dispositions en matière de Justice' dans son avis 58.416/2-3 donné le 11 décembre 2015 sur ce texte, *Doc. parl.*, Chambre 2015-2016, n^o 54-1590/001, pp. 287 et 288.

⁴ Ceci vaudrait, comme dans le texte proposé, « à moins qu'elles ne soient représentées par un tiers qui fournit l'assistance judiciaire à titre professionnel ».

La compatibilité entre les articles 488 à 505 du Code judiciaire et les dispositions proposées sera fondamentalement repensée.

4. C'est sous réserve des ces observations que sont formulées les observations particulières qui suivent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

Le législateur est invité à préciser la signification des mots « Sans préjudice des effets que le Code judiciaire attribue aux significations ».

Ces précisions gagneraient à figurer dans le dispositif même en précisant notamment la ou les dispositions du Code judiciaire ainsi visées et en indiquant s'il s'agit de réserver l'application de ces dispositions et, dans l'affirmative, dans quelles hypothèses.

Article 3

Alors que l'article 5 actuellement en vigueur de la loi du 8 août 1997 'sur les faillites' n'envisage que l'hypothèse de notifications émanant du greffe, l'alinéa 1^{er} de la même disposition, telle que remplacée par la proposition, ne comporte plus cette précision, ce qui induit l'idée selon laquelle l'alinéa 1^{er} proposé s'applique à toutes les notifications prévues par cette loi, même lorsqu'elles n'émanent pas du greffe.

Or, selon le commentaire, seules les notifications émanant du greffe seraient visées.

Le dispositif sera adapté en ce sens.

En outre, le même alinéa ne précise pas dans quel cas la notification se fait par l'envoi d'un acte soit « matériellement », soit « électroniquement ».

Le dispositif sera clarifié.

Il est également renvoyé sur ce point à l'observation générale n° 1.

Article 4

L'article 5/1 prévoit en son alinéa 3 que le registre « vaut comme source authentique ». Les termes « source authentique » paraissent inusités et revêtent en l'occurrence une signification autre que ceux d'« acte authentique ».

Il convient donc d'en préciser la portée dans les travaux préparatoires.

Article 9

1. Au paragraphe 1^{er} proposé, il convient de remplacer les mots « le ministre de la Justice » par les mots « le Roi ».
2. Il résulte du commentaire de l'article 9 que les « institutions publiques » dont il est question à l'article 5/6 proposé sont dispensées de payer la rétribution prévue par cette disposition. Cette précision ne figure pas dans le dispositif.

Si le principe de l'exonération du paiement de la rétribution au bénéfice d'institutions publiques ne paraît pas critiquable, il convient en revanche de déterminer clairement et de justifier le périmètre des institutions qui en bénéficient. Ce faisant, la notion d'institutions publiques sera précisée, à tout le moins à l'occasion des travaux parlementaires.

Article 10

Il résulte de l'article 11 proposé que les déclarations de créance devraient être introduites désormais auprès du curateur plutôt qu'auprès du greffe, alors que, selon les articles 38, alinéa 2, 5°, et 62, alinéa 1^{er}, proposés, le dépôt des déclarations de créance doit se faire dans le registre. Cette contradiction sera levée.

Il est également renvoyé à l'observation générale n° 1.

Article 16

Le législateur est invité à réexaminer la pertinence du renvoi fait à l'article 45, alinéa 4, proposé, aux dispositions « visées à l'article 5/2, § 1^{er} », les destinataires respectifs de l'article 5/2, § 1^{er}, et de l'article 45, alinéa 4, n'étant pas les mêmes.

Article 18

Afin de maintenir dans l'article 62 de la loi du 8 août 1997 l'actuel alinéa 3 sous l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les 2° et 3° de l'article 18 par une disposition par laquelle l'article 62 est complété par trois alinéas⁵.

Le 3° sera donc omis.

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-2-5-4.

Article 19

Au 1^o, il convient d'insérer les mots « , s'il échet, » après les mots « son numéro d'entreprise ».

Article 23

Dans la version française de l'alinéa 1^{er}, les mots « au plus tard » doivent être omis⁶.

*

⁶ *Ibid.*, recommandation 154.1.1 et formule F 4-5-2-1.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Uit de toelichting bij het voorliggende wetsvoorstel blijkt dat het de bedoeling is dat in het Centraal Register Solvabiliteit dat bij dat voorstel opgericht wordt alle relevante documenten en gegevens met betrekking tot de faillissementsprocedure worden “gecentraliseerd”.

Dat register zou bijgehouden worden door de Orde van Vlaamse Balies en de *Ordre des Barreaux francophones et germanophone*, die aangewezen worden als “de beheerder” ervan.

In het dispositief komt die bedoeling evenwel niet duidelijk tot uiting.

Met het voorgestelde artikel 39 van de faillissementswet van 8 augustus 1997 wordt immers blijkbaar vastgehouden aan het vereiste dat door de curator of de curators een fysiek dossier moet worden bijgehouden, wat iets anders is dan dat register.

In dat opzicht wordt in het voorgestelde artikel 5/3 een limitatieve opsomming gegeven van de personen die toegang hebben tot de gegevens en wordt erop gewezen dat zij alleen toegang hebben tot de gegevens die voor hen relevant zijn, maar dat de Koning die toegang kan uitbreiden tot andere categorieën van personen, terwijl bij artikel 39, § 1, tweede lid, zoals het bij het voorstel gewijzigd wordt, aan “elke belanghebbende” het recht verleend wordt om inzage te nemen van het dossier. Bovendien wordt de toegang tot het dossier bij het voorgestelde artikel 39, § 1, tweede lid, geregeld “via de curator”, terwijl de aanvraag om toegang volgens het voorgestelde artikel 5/3 aan de beheerder van het register moet worden gericht.

Ten slotte kan op basis van het voorgestelde artikel 39, § 1, tweede lid, kosteloos inzage worden genomen van het dossier, terwijl “de inzage van het faillissementsdossier aanleiding [geeft] tot de inning van een retributie” volgens het voorgestelde artikel 5/6, § 1.

Het voorstel dient herzien te worden teneinde het dispositief ervan te verduidelijken overeenkomstig de opgegeven bedoeling.

In het vervolg van dit advies gaat de Raad van State ervan uit dat het voorstel overeenkomstig die bedoeling geïnterpreteerd dient te worden.

2. Het voorgestelde artikel 62, derde en vierde lid, luidt als volgt:

“De verplichting tot neerlegging van stukken in het register geldt niet voor natuurlijke personen of voor rechtspersonen die in het buitenland zijn gevestigd, tenzij zij worden vertegenwoordigd door een derde die beroepsmatig rechtsbijstand verleent.

De partij die niet verplicht is tot en geen gebruik maakt van neerlegging langs elektronische weg, legt de stukken als bedoeld in het eerste lid neer bij de curator. De curator levert een ontvangstbewijs af, converteert de ontvangen stukken in elektronische vorm en verklaart ze gelijkvormig.”

Het voorgestelde derde lid doet een interpretatieprobleem rijzen doordat op basis van de bewoordingen ervan niet met zekerheid kan worden vastgesteld of, onder voorbehoud van wat in het derde lid *in fine* staat, alle natuurlijke personen vrijgesteld zijn van de verplichting tot neerlegging van de stukken in het register, dan wel of die vrijstelling, onder datzelfde voorbehoud, alleen geldt voor natuurlijke personen die in het buitenland gevestigd zijn. Die twijfel moet worden opgeheven.

Ingeval de voorgestelde tekst in die zin uitgelegd zou moeten worden dat de vrijstelling van de verplichting om de “aangifte van hun schuldvorderingen, samen met hun titels, in het register neer te leggen” daarbij alleen wordt verleend aan natuurlijke personen of rechtspersonen die in het buitenland gevestigd zijn, zou deze bepaling aanleiding geven tot de volgende opmerking in verband met de natuurlijke personen die in België “gevestigd” zouden zijn.

Deze natuurlijke personen zouden hun schuldvorderingen immers alleen nog zelf kunnen doen gelden als ze beschikken over informaticamiddelen waarmee ze de aangifte van hun schuldvorderingen in het register kunnen indienen.

Het Grondwettelijk Hof heeft in zijn arrest nr. 106/2004 van 16 juni 2004 over het afschaffen van de papieren versie van het Belgisch Staatsblad evenwel het volgende vastgesteld:

“De aangevochten bepalingen roepen op zichzelf geen verschil in behandeling in het leven, vermits de personen op wie de wetgevende en administratieve akten van toepassing zijn daarvan op dezelfde wijze kennis kunnen nemen”.

Het Hof heeft na een verdere toetsing evenwel het volgende gesteld:

“Wat die bepalingen (...) wordt verweten, is precies dat geen rekening is gehouden met het feit dat elkeen geen gelijke toegang heeft tot de informatietechnieken. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie kan evenwel worden geschonden wanneer de wetgever personen die zich in fundamenteel verschillende situaties bevinden op dezelfde wijze behandelt”.¹

Het Hof heeft immers rekening gehouden met de “digitale kloof” in de maatschappij en geoordeeld dat die eenvormige maatregel voor bepaalde categorieën van personen buitensporig nadelige gevolgen had:

“ten gevolge van de bestreden bepalingen, [wordt] aan een aanzienlijk aantal personen de effectieve toegang tot de officiële teksten (...) ontzegd, inzonderheid door de

¹ GwH 16 juni 2004, nr. 106/2004, B.14.

ontstentenis van begeleidende maatregelen die hun de mogelijkheid zouden bieden die teksten te raadplegen, terwijl zij voordien de mogelijkheid hadden om kennis te nemen van de inhoud van het *Belgisch Staatsblad* zonder over bijzonder materieel te moeten beschikken en zonder in het bezit te moeten zijn van enige andere kwalificatie dan te kunnen lezen”.²

Zo ook ontstaat een discriminatie van in België gevestigde natuurlijke personen die geen toegang tot digitale toepassingen hebben ten aanzien van in België gevestigde natuurlijke personen die wél toegang tot digitale toepassingen hebben of ten aanzien van in het buitenland gevestigde natuurlijke personen, wanneer zij niet via begeleidende maatregelen dezelfde mogelijkheden krijgen om hun schuldvorderingen te doen gelden.³

De tekst behoort aldus te worden herzien dat duidelijker aangegeven wordt dat de in België gevestigde natuurlijke personen, net zoals die welke in het buitenland gevestigd zijn, over de mogelijkheid beschikken om de aangifte van hun schuldvorderingen, samen met hun titels, bij de curator in te dienen.⁴

3. Het Centraal Register Solvabiliteit zou volgens het voorgestelde artikel 5/1 een geïnformatiseerde gegevensbank zijn. Krachtens het voorgestelde artikel 5/2, § 1, eerste lid, is de beheerder van die gegevensbank de Orde van Vlaamse Balies en de *Ordre des Barreaux francophones et germanophone*, die daartoe gezamenlijk handelen.

Bij de artikelen 488 tot 505 van het Gerechtelijk Wetboek worden de beide orden van balies ingesteld, worden hun organen opgericht en worden hun bevoegdheden en hun werking bepaald. Die artikelen bepalen evenwel geenszins dat die beide orden gezamenlijk dienen te handelen.

Zo luidt artikel 495 van het Gerechtelijk Wetboek als volgt:

“De Orde van Vlaamse balies en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* hebben, elk voor de balies die er deel van uitmaken, de taak te waken over de eer, de rechten en de gemeenschappelijke beroepsbelangen van hun leden en zijn bevoegd voor de juridische bijstand, de stage, de beroepsopleiding van de advocaten-stagiairs en de vorming van alle advocaten behorende tot de balies die er deel van uitmaken.

Ze nemen initiatieven en maatregelen die nuttig zijn voor de opleiding, de tuchtrechtelijke regels en de loyauteit in het beroep en voor de behartiging van de belangen van de advocaat en van de rechtzoekende.

Elk van beide kan betreffende die aangelegenheden voorstellen doen aan de bevoegde overheden.”

² *Ibid.*, B.21.

³ Zie in die zin, *mutadis mutandis*, de algemene opmerking met de nrs. I.9 en I.10, die de afdeling Wetgeving van de Raad van State gemaakt heeft over de artikelen 7 tot 17, 126, 127 en 130 van hoofdstuk 6 van het voorontwerp van wet ‘houdende internering en diverse bepalingen inzake justitie’ in haar advies 58.416/2-3 van 11 december 2015 over die tekst, *Parl.St.* Kamer 2015-16, nr. 54-1590/1, 287 en 288.

⁴ Dat zou, zoals in de voorgestelde tekst, gelden “tenzij zij (...) vertegenwoordigd [worden] door een derde die beroepsmatig rechtsbijstand verleent”.

Artikel 496 van hetzelfde Wetboek luidt als volgt:

“Met betrekking tot de bevoegdheden bepaald in artikel 495 stellen de Orde van Vlaamse balies en de Ordre des barreaux francophones et germanophone passende reglementen vast.

Met het oog op de betrekkingen tussen de leden van de onderscheiden balies die er deel van uitmaken, bepalen zij de regels en gebruiken van het beroep van advocaat en brengen er eenheid in. Te dien einde stellen zij passende reglementen vast.”

De Raad van State ziet niet in hoe die Orden, die aldus georganiseerd zijn, gezamenlijk een geïnformatiseerde gegevensbank zouden kunnen beheren.

Of de voorgestelde bepalingen wel bestaanbaar zijn met de artikelen 488 tot 505 van het Gerechtelijk Wetboek dient aandachtig nagegaan te worden.

4. Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

De wetgever wordt verzocht duidelijker aan te geven wat bedoeld wordt met de woorden “Onverminderd de gevolgen die het Gerechtelijk Wetboek hecht aan betekeningen”.

Die verduidelijkingen zouden in het dispositief zelf opgenomen moeten worden, waarbij inzonderheid vermeld zou moeten worden naar welke bepaling of bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek aldus verwezen wordt en of het de bedoeling is voorbehoud te maken bij de toepassing van die bepalingen en, zo ja, in welke gevallen.

Artikel 3

Terwijl in artikel 5 van de ‘faillissementswet’ van 8 augustus 1997, zoals dat artikel thans geldt, alleen sprake is van het geval waarbij de kennisgevingen door de griffie worden gedaan, komt die precisering niet meer voor in het eerste lid van diezelfde bepaling zoals ze bij het voorstel vervangen wordt, waaruit afgeleid zou kunnen worden dat het voorgestelde eerste lid geldt voor alle bij deze wet bepaalde kennisgevingen, zelfs indien ze niet van de griffie uitgaan.

Volgens de toelichting zou dat artikel evenwel alleen betrekking hebben op de kennisgevingen waartoe de griffie overgaat.

Het dispositief behoort in die zin aangepast te worden.

Bovendien wordt in datzelfde lid niet gepreciseerd in welke gevallen de kennisgeving geschiedt via de “materiële” dan wel “elektronische” verzending van een akte.

Het dispositief dient verduidelijkt te worden.

Op dit punt wordt eveneens verwezen naar algemene opmerking nr. 1.

Artikel 4

In artikel 5/1, derde lid, wordt bepaald dat het register “geldt als authentieke bron”. De uitdrukking “authentieke bron” is op het eerste gezicht ongebruikelijk en heeft in dit geval een andere betekenis dan die van “authentieke akte”.

Tijdens de parlementaire werkzaamheden zou de draagwijdte ervan verduidelijkt moeten worden.

Artikel 9

1. In de voorgestelde paragraaf 1 dienen de woorden “de minister van Justitie” vervangen te worden door de woorden “de Koning”.

2. Uit de toelichting bij artikel 9 blijkt dat de “overheidsinstellingen” die bedoeld worden in het voorgestelde artikel 5/6 vrijgesteld worden van het betalen van de retributie waarvan in die bepaling sprake is. Die precisering staat niet in het dispositief.

Hoewel het principe dat de overheidsinstellingen vrijgesteld worden van het betalen van die retributie niet voor kritiek vatbaar lijkt, dient daarentegen wel duidelijk bepaald en verantwoord te worden welke instellingen daarvoor in aanmerking komen. Bij die gelegenheid moet, op zijn minst tijdens de parlementaire werkzaamheden, duidelijker aangegeven worden wat verstaan wordt onder het begrip overheidsinstellingen.

Artikel 10

Uit het voorgestelde artikel 11 blijkt dat de aangiften van vorderingen voortaan bij de curator zouden moeten worden gedaan in plaats van ter griffie, terwijl de aangiften van vorderingen volgens de voorgestelde artikelen 38, tweede lid, 5°, en 62, eerste lid, in het register moeten worden gedaan. Die tegenstrijdigheid moet worden opgeheven.

Bovendien wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1.

Artikel 16

De wetgever wordt verzocht om opnieuw te onderzoeken of de verwijzing vervat in het voorgestelde artikel 45, vierde lid, naar de bepalingen “bedoeld in artikel 5/2, § 1”, wel opgaat, aangezien de respectieve adressaten van artikel 5/2, § 1, en van artikel 45, vierde lid, niet dezelfde zijn.

Artikel 18

Om ervoor te zorgen dat in artikel 62 van de faillissementswet van 8 augustus 1997 het huidige derde lid blijft volgen op het tweede lid, dienen de bepalingen onder 2° en 3° van artikel 18 vervangen te worden door een bepaling waarbij artikel 62 aangevuld wordt met drie leden.⁵

De bepaling onder 3° dient dan ook te vervallen.

Artikel 19

In de bepaling onder 1° dienen de woorden “, in voorkomend geval,” te worden ingevoegd na de woorden “het ondernemingsnummer”.

Artikel 23

In de Franse tekst van het eerste lid dienen de woorden “au plus tard” geschrapt te worden.⁶

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT

⁵ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, formule F 4-2-5-4.

⁶ *Ibid.*, aanbeveling 154.1.1 en formule F 4-5-2-1.